



PRESSE INTERNATIONALE

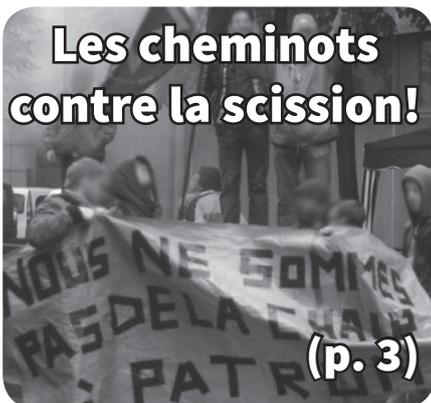
Ligue Communiste des Travailleurs – section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (K.Marx)

Défendons nos salaires!



Préparons la lutte de l'Accord interprofessionnel!



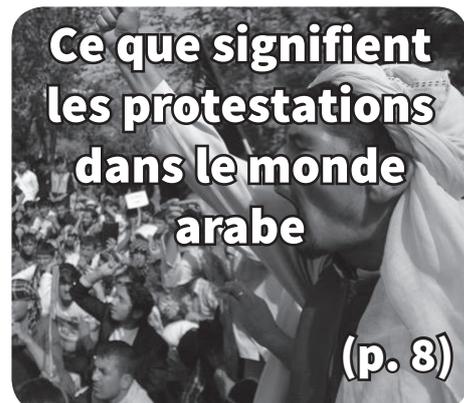
Les cheminots contre la scission!

(p. 3)



Le Parlement espagnol encerclé

(p. 6)



Ce que signifient les protestations dans le monde arabe

(p. 8)

Notre vote pour celles et ceux qui s'engagent à lutter contre l'austérité

Les élections communales et provinciales se tiennent un an seulement après le lancement des mesures d'austérité contenues dans l'Accord gouvernemental. Comme leader du gouvernement fédéral, le PS en assume politiquement la mise en œuvre. Comment cela va-t-il se refléter dans ces élections : y aura-t-il une répercussion sur les votes en faveur du PS ?

Au niveau fédéral, les mesures d'austérité attaquent les droits sociaux historiques : les pensions et prépensions, les soins de santé, les services publics, etc. Elles affectent en premier lieu les plus précarisés (les chômeurs, les jeunes, les femmes chefs de famille, les pensionnés), provoquant de nouvelles vagues d'exclus sociaux qui n'ont d'autre alternative que de grossir la liste d'attente des CPAS. Ces mesures d'austérité impliquent également de fortes diminutions dans les subsides aux communes, ce qui a de nombreuses conséquences notamment sur les budgets des CPAS. Les secteurs les plus précaires de la société sont ainsi doublement pénalisés !

En Wallonie, le PS essaie de garder ses bastions électoraux en positionnant ses principales figures comme têtes de liste dans les grandes villes afin de (re) construire un rapport de forces dans la perspective des élections fédérales de 2014. Partout, les partis de la coalition gouvernementale – PS, Sp.a, CDH, CD&V, MR, Open VLD – sont directement responsables de l'application des politiques d'austérité contre la classe des travailleurs. En participant avec les partis gouvernementaux à la gestion des communes, des provinces et des régions, et en appliquant localement ces

mêmes plans de misère, Ecolo et Groen sont complices de cette politique.

Pour nous, ces élections sont d'abord une opportunité de dénoncer et de récuser tous ces partis présents au Parlement, qui appuyèrent les négociations de la réforme de l'Etat ayant débouché sur la formation de cette coalition gouvernementale. Disons clairement NON aux politiques d'austérité imposées par l'Europe et appliquées aujourd'hui par ces partis à tous les niveaux de pouvoir.

Un parti qui a grandi ces derniers temps – le PTB – se présente sur de nombreuses listes communales, parfois avec des indépendants. Malheureusement, aucune des propositions de sa campagne n'offre de solutions de fond au pillage des budgets communaux par l'ex-Dexia et n'appelle à la lutte contre les plans d'austérité. En agissant ainsi, le PTB laisse croire qu'il serait possible d'infléchir les politiques fédérales néolibérales en proposant une administration de l'espace communal qui serait plus attentive aux inégalités, moyennant quelques investissements publics supplémentaires. La conquête de sièges communaux devient le but à atteindre, sans être mise au service de la défense d'une alternative socialiste. Il suffirait de voter pour les bons candidats – ceux du PTB – pour résoudre les problèmes des travailleurs, sans défendre, promouvoir et organiser la mobilisation des travailleurs eux-mêmes.

Résister aux plans d'austérité, cela se fait aussi au niveau communal ! La liste « Gauches Communes » (Bruxelles) en a fait le point central de sa campagne, et c'est pourquoi nous lui apportons notre

vote. Cette liste a utilisé ces élections comme un moment privilégié pour se démarquer clairement des partis responsables de l'appauvrissement des travailleurs ainsi que pour discuter des mesures essentielles pour sortir de la crise, comme le non-paiement de la dette publique, la nationalisation du système financier, la défense des salaires et des revenus sociaux pour les chômeurs, les jeunes, les immigrés.

Elle se démarque aussi au niveau communal, exigeant la fin de la précarité du travail pour beaucoup d'employés communaux et le lancement d'un plan d'investissements publics pour construire davantage d'écoles, de crèches, de logements sociaux... et créer de l'emploi. C'est de cette manière que les élections peuvent nous servir pour avancer dans la préparation des luttes de notre classe.

Notre appel au vote s'accompagne cependant d'une critique claire aux méthodes antidémocratiques et opportunistes utilisées pour constituer cette liste, comme l'usurpation du nom du CAP, au mépris de la décision du dernier congrès de cette organisation de se désengager de toute participation électorale.

Les élections sont un rendez-vous politique que les travailleurs peuvent utiliser pour montrer leur désaccord avec les mesures en cours, mais c'est dans la rue et dans les luttes massives et unitaires que se joueront les changements politiques décisifs qui construiront notre futur !



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la révolution d'octobre

de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 23 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Tous avec les cheminots en lutte Pour l'avenir de leur statut et de notre entreprise publique

Le projet du ministre « socialiste » Paul Magnette prévoit de supprimer la SNCB-Holding (l'employeur de tous les cheminots) et de scinder le Groupe SNCB en deux entreprises publiques autonomes : la SNCB et Infrabel.

En scindant la gestion du personnel, c'est l'ensemble des conditions formant aujourd'hui le statut unique conquis pour tous les cheminots – protégeant l'emploi, la formation professionnelle, la mobilité interne, les conditions de travail, le régime spécial de pension – qui seraient remis en question. **Le PS mène une offensive historique non seulement contre les conditions de travail et les droits sociaux des travailleurs du rail, mais aussi contre leur unité et leur force syndicale !**

Qui oserait encore dire que « sans le PS, ce serait pire » ?

Suivant le docte enseignement du Commissaire européen chargé des transports, Siim Kallas, Magnette veut créer les conditions pour une libéralisation complète du rail. A l'instar du fret et de la filiale SNCB-Logistics, des compagnies ferroviaires privées viendraient concurrencer la SNCB et lancer leurs propres trains voyageurs sur le réseau belge pour en exploiter les sillons rentables. En persistant dans la libéralisation, la perspective serait de voir la SNCB mise en faillite et bradée à la concurrence après que l'État ait épongé ses dette et infligé aux cheminots un scénario Sabena ! Tout cela dans le seul but de générer des profits exorbitants pour les gros investisseurs privés. **Seule une société intégrée, 100% publique, peut garantir l'avenir du Statut des cheminots et un service public ferroviaire, dans l'intérêt de tous les travailleurs !**

Scinder la société en deux et démanteler le service public dégraderait

directement la qualité du transport pour les voyageurs. A chaque approfondissement de la séparation entre l'opérateur (SNCB) et l'infrastructure (Infrabel), la communication, la coordination et la coopération sur le terrain diminuent, d'où moins encore de ponctualité, de services et de sécurité, pour un prix qui ne fait qu'augmenter... **Nous appelons à la plus grande unité entre usagers et cheminots, car ensemble nous serons plus fort pour défendre, dans un intérêt commun, notre projet de société intégrée.**

les représentants syndicaux nationaux s'engouffrent dans des négociations totalement vaines. Il n'y qu'une seule chose à faire : tourner le rapport de force à l'avantage des cheminots ! Le plan d'action et la grève nationale des 2 et 3 octobre, convoqués en front commun, ont été une victoire : les travailleurs ont massivement refusé le travail, le réseau a été bloqué et un vrai bras de fer s'est construit entre les deux propositions ! Magnette est déterminé, la CSC recule et Jos Digneffe, secrétaire général de la CGSP-Cheminots et candidat SP.a, en

plus de traiter les usagers d'égoïstes, « se distancie expressément » des appels à une grève de 48h. Le PS et les sommets syndicaux sabotent la combativité des cheminots, condamnent la grève à une action d'un jour, et jouent en plein dans la « stratégie de la démobilitation » dénoncée récemment par Francis Gomez, le leader des métallos liégeois FGTB (Carte blanche, *Le Soir*, 11.09.12).

Pour une véritable stratégie de mobilisation et de victoire, nous soutenons des actions crescendo, construites à la base avec les cheminots et les usagers, en dehors des diktats du PS-SP.a dans le syndicat ! Les assemblées de « sensibilisation » sur les lieux de travail ont été un succès. En donnant la parole aux cheminots, sur les sites de travail, et en les impliquant eux-mêmes dans le plan d'action à mener, leur pouvoir de mobilisation serait considérable.

La survie du Statut et de notre entreprise publique en dépend !



Pour une stratégie de mobilisation

Depuis la parution du projet de Magnette, voilà plus de trois mois que

Vers une alternative syndicale et politique

Dans toute l'Europe, une véritable guerre sociale nous est déclarée et détruit un à un les acquis de l'Etat « de bien-être social ». Dans ce contexte, et à la veille des négociations du prochain Accord Interprofessionnel (AIP 2013-2014), les huit fédérations patronales du Nord et du Sud de notre pays viennent de mettre sur pied un nouvel organisme de coordination (la Concertation des Employeurs Interprofessionnels - CEI). Le président de la FEB, Pierre-Alain De Smedt, résumait ainsi leur objectif : « Il vaut mieux se coordonner et former un front que d'attendre les syndicats. » Qu'en est-il du côté syndical ?

Avec le PS, ce n'est pas mieux...

Depuis presque un an, c'est le « socialiste » Di Rupo qui dirige le gouvernement et applique à la lettre les plans d'austérité imposés par l'Europe. Beaucoup se sont demandé ce que son parti a encore de « socialiste », le qualifiant plutôt de « social-libéral » et rejetant maintenant l'idée que « sans le PS ce serait pire »...

Dans la FGTB, historiquement liée au PS, des manifestations et des discours l'ont pris pour cible. Un certain malaise se développe dans les bases syndicales. Quelques jours avant la manifestation nationale pour notre pouvoir d'achat le 14 octobre, le président de la FGTB Métal Liège-Luxembourg, Francis Gomez, reflétait ce malaise en déclarant : « La mobilisation de quelques-uns permet la démobilisation des autres, et donc le passage "en douceur", dans les instances de notre syndicat, d'une politique de participation plutôt que de contestation. C'est cette manière de voir, cette façon de faire, que nous devons casser. En demandant cela, je ne veux pas casser la FGTB, mais la rendre plus forte. »¹

Il y a incontestablement un fossé grandissant entre ceux qui veulent

accompagner les mesures antisociales de « notre ami socialiste » et ceux qui décident de les combattre. Nos organisations syndicales et les perspectives du mouvement ouvrier sont en pleins tiraillements...

Rompre pour mieux lutter

C'est dans la Régionale de Charleroi Sud-Hainaut que la manifestation de cette rupture avec la politique syndicale « socialiste » est la plus construite. Déjà lors de son Congrès de 2010, la deuxième plus grande Régionale de Wallonie avait décidé de s'ouvrir « à toutes les organisations démocratiques de gauche » pour discuter de leur programme. Et à l'occasion du 1er mai 2012, son secrétaire régional Daniel Piron lançait un « appel à rassembler à gauche du PS et d'Ecolo », dans le but de « soumettre son programme à tous les partis en leur demandant s'ils y adhèrent » et à créer « une nouvelle alternative politique, anticapitaliste » qui puisse être « le relais



La CGSP à Verviers, lors de la grève des services publics du 22 décembre 2011.

de notre position ». En s'inscrivant dans une démarche à long terme, cette invitation est lancée pour après les élections communales...²

La LCT soutient pleinement cet appel et se propose de participer à toutes les initiatives qui vont dans ce sens (voir cadre). Face à un patronat uni et déterminé, un large débat sur la question de nos objectifs et de l'organisation dont le monde du travail a besoin est plus que jamais nécessaire !

¹ Carte blanche, *Le Soir*, 11.09.12

² Voir l'appel sur notre site.

Nos propositions

Pour pouvoir organiser une véritable lutte dans l'intérêt des travailleurs, nous avons besoin de syndicats indépendants par rapport au gouvernement et à la bourgeoisie. Nous appuyons donc inconditionnellement les ruptures avec la politique du PS, qui vont dans le sens de cette **indépendance de classe**. Ce principe devrait être l'élément rassembleur des différentes initiatives critiques et en rupture avec les sommets syndicaux.

La lutte contre les plans d'austérité doit être un axe de **mobilisation unitaire**. L'**Accord Interprofessionnel** est une étape importante et nationale à ce sujet. A cette occasion, nous proposons d'appeler à la transparence des négociations, de n'accepter aucun recul de nos acquis et d'exiger que le projet d'Accord soit largement débattu et voté par la base, de construire un rapport de force en mobilisant les affiliés (et non affiliés), d'unifier le secteur privé avec le secteur public, les travailleurs avec et sans

emploi, et de lancer des appels dans la FGTB et la CSC, du Nord et du Sud du pays, pour suivre ce mouvement.

Nous proposons de mettre en place de **larges débats** dans les entreprises, dans les assemblées syndicales, et des débats publics sur des **mesures socialistes, ouvrières, de sortie de crise**, comme par exemple la nationalisation du secteur financier, de la sidérurgie et des services publics, la création d'emplois publics, le refus du paiement de la dette publique, la fin des cadeaux patronaux ou la répartition du temps de travail sans perte de salaire.

Nous appelons à **l'unité d'action de la gauche** pour assumer **démocratiquement**, avec ces secteurs syndicaux, un plan de mobilisation contre l'austérité. Nous insistons sur la construction de cette alternative politique **depuis la base** et contrôlée par elle, selon les principes de la démocratie ouvrière.

France

Le changement, n'était-ce pas maintenant ? Hollande comme continuité de Sarkozy

Les perspectives en France ne sont pas très différentes de celles des autres pays de l'Union européenne (UE) : d'une part, le ralentissement de l'économie et la hausse du chômage ; d'autre part, la lutte des travailleurs qui prend de l'ampleur. Voici quelques extraits d'un article que vous pouvez consulter sur notre site, www.lct-cwb.be

Si la situation est mauvaise, le moins qu'on peut espérer de la part du gouvernement est une politique qui permettrait de stimuler l'économie et de combattre le chômage. C'était avec cette intention que des millions de Français ont voté pour Hollande. Mais après 4 mois de gouvernement, il n'y a que 43 % des Français qui lui accordent leur confiance, alors que 53 % ne croient pas qu'il créera le changement.

Le gouvernement Hollande n'a pas tardé à prendre des mesures contre les travailleurs. Parmi les mesures annoncées pour augmenter les fonds disponibles pour le paiement de la dette, il y a, entre autres, la réduction des dépenses publiques, le gel des crédits alloués par le gouvernement (où l'environnement est la principale zone affectée), les restrictions sur l'assurance maladie et une réduction de 2,5 % du nombre de fonctionnaires (par le non-remplacement des départs). En signant le Traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance européenne (TSCG), le gouvernement veut réduire le déficit pour 2013 à 3 %, ce qui signifie encore davantage d'assainissements. Le projet est simple : pas un euro de plus pour le domaine social, augmentation des impôts indirects, des coupes dans le secteur public, bref, la plus grande diminution dans le budget de la République (environ 30 milliards d'euros). C'est une véritable politique d'austérité, même si Hollande préfère appeler cela un « effort », et tout cela, pour payer les intérêts sur la dette aux banques.

Pour réussir cet objectif, le gouvernement a besoin de « partenaires sociaux ». Les 9 et 10 juin de cette année, une grande « conférence sociale » a été organisée. Elle a réuni le Mouvement des entreprises de France (Medef), les syndicats des travailleurs et le gouvernement.

Cette conférence a prévu de nouvelles mesures pour « baisser le coût du travail ». Le ministre du Travail, Michel Sapin, envisage d'étendre le « chômage partiel » : un type de licenciement où l'Etat paie au chômeur un salaire, inférieur à celui payé précédemment par l'entreprise, pendant une certaine période, sans aucune garantie de retour au travail pour le travailleur. Dans ce véritable pacte contre les travailleurs, le gouvernement et les syndicats discutent, en outre, de la réforme des retraites, de l'augmentation des impôts indirects tels que la Contribution sociale généralisée (CSG) et de la subordination de l'augmentation du salaire minimum (SMIC) à la croissance de l'économie.

En ce qui concerne les entreprises qui vont fermer ou licencier, Hollande et ses ministres se limitent à des larmes de crocodile : jusqu'à présent, ils n'ont pris aucune mesure effective pour interdire les licenciements ou empêcher les fermetures qui ont lieu. Un rapport récent, concernant les comptes de PSA, a mis à nu la stratégie de la bourgeoisie française. Avec la surproduction et la baisse des ventes, elle fait chantage au

gouvernement : soit celui-ci donne des cadeaux fiscaux et plus d'argent pour l'industrie, soit les entreprises vont faire appel à une main d'œuvre moins chère dans les pays semi-coloniaux, comme les pays de l'Est européen.

C'est dans ce cadre que le gouvernement Hollande a annoncé un programme pour « l'emploi de l'avenir ». Les entreprises qui y souscrivent peuvent proposer des contrats d'embauche d'une durée minimale d'un an et maximale de trois ans ; une partie du salaire sera payé par le gouvernement (de 35 à 75 %). Ce programme n'est rien d'autre qu'un cadeau aux entreprises, car les profits réalisés par ce travail des jeunes n'iront qu'aux actionnaires. Il n'est pas étonnant que la ville sélectionnée pour l'expérience pilote soit Amiens, une ville qui été touchée par des conflits entre la police et les jeunes des banlieues.

D'autre part, la politique contre les immigrants n'a pas changé : le gouvernement attaque les camps de Roms à travers le pays et renvoie ceux-ci en Roumanie.

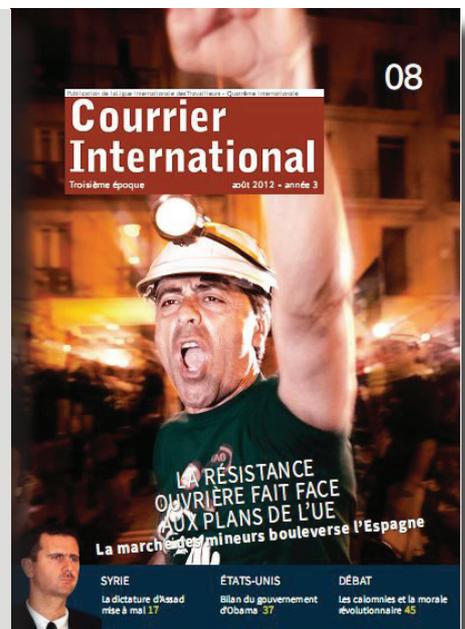
On dirait que rien n'a changé après l'époque de Sarkozy.

Correo Internacional, la publication officielle de la LIT, est disponible en français.

Vous pouvez la demander au camarade qui vous offre ce journal.

Dans ce numéro :

- Europe : Crise économique et résistance ouvrière
- Où va l'Espagne ? – Le chemin de la Grèce !
- Elections en Grèce
- Syrie : Le peuple en armes est en train de détruire le régime d'Al Assad
- Egypte : Les Frères musulmans arrivent à la présidence par un accord avec l'armée
- Construire une coordination de lutte du syndicalisme alternatif international
- Etats-Unis : élections 2012
- Putsch parlementaire au Paraguay
- Les calomnies et la morale révolutionnaire



Ce que signifient les protestations dans le monde arabe

Voici un Déclaration du Secrétariat International de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale



Le 11 septembre dernier, une impressionnante vague de protestations radicales a éclaté dans presque tout le monde arabe, alors que le processus révolutionnaire est toujours en cours en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

L'explosion populaire a comme cible les ambassades et les principaux symboles du pouvoir impérialiste dans la région. C'est la circulation d'une vidéo – produite aux Etats-Unis et ridiculisant Mahomet et la religion musulmane elle-même, en présentant ses adeptes comme des « immoraux », pratiquant la violence gratuite – qui a mis le feu aux poudres. Cette provocation a été suivie par d'autres, telles que la publication de caricatures offensantes du prophète musulman, dans un hebdomadaire français et dans un allemand.

La colère populaire a pris de l'ampleur, au point de devenir incontrôlable et de déclencher une véritable crise internationale. Les protestations se sont étendues presque simultanément à près de 30 pays avec prédominance de la religion musulmane, de Tunis à Kuala Lumpur, de l'Egypte au Yémen. Les affrontements entre manifestants

et forces de répression se soldent par des centaines de blessés et de détenus, et plus de 50 morts.

Cette situation déséquilibre l'administration Obama – en pleine campagne électorale – et les nouveaux gouvernements arabes issus du renversement de plusieurs dictatures.

Le point culminant de ces événements est survenu en Libye où, dans le cadre d'une mobilisation de masses, des miliciens armés ont attaqué le consulat américain et ont ouvert la voie à une foule en colère qui est entrée dans le bâtiment et y a mis le feu. Dans cet incident violent, l'ambassadeur étasunien en Libye, Christopher Stevens, et quatre autres fonctionnaires de ce pays ont trouvé la mort.

Ce n'est pas rien : la dernière fois qu'un ambassadeur étasunien a été tué en fonction, c'était en Afghanistan, il y a 33 ans. En outre, Stevens était un diplomate important, considéré comme un spécialiste des questions du Moyen-Orient, et lorsque la guerre civile a éclaté en Libye, il a été directement impliqué dans les négociations avec le

Conseil national de transition (CNT) et l'OTAN.

En Egypte, le jour même où ces événements sont survenus en Libye, des centaines de manifestants ont escaladé les murs de l'ambassade étasunienne au Caire, ont arraché son drapeau, l'ont brûlé et l'ont remplacé par un autre avec des slogans islamiques. Dans une série d'affrontements avec la police de Mohamed Morsi, un président appartenant aux Frères musulmans, il y a eu un mort et plus de 250 blessés. En même temps, un groupe armé a attaqué une caserne de l'ONU et tué huit soldats égyptiens dans la péninsule du Sinaï, où Morsi développe depuis le début août une répression conjointe avec Israël contre de supposés « groupes terroristes ».

En Tunisie, quatre personnes ont été tuées et des centaines blessées dans des manifestations similaires.

Au Yémen, des manifestations de masses ont également entouré la légation étasunienne à Sanaa, la capitale, et de violents combats avec la police locale se sont soldés par quatre morts et quinze blessés.

Au Pakistan, des colonnes de plus de 15 000 personnes ont essayé d'atteindre le consulat étasunien et, en chemin, elles ont brûlé 20 véhicules, 3 banques étrangères et 5 cinémas. La police pakistanaise a tiré à balles réelles, tuant 19 personnes et blessant plus de 200.

Des manifestations ont aussi eu lieu en Iran, à Bagdad, en Inde, au Maroc, dans la bande de Gaza, en Indonésie, au Bangladesh, et même à Sri Lanka, beaucoup d'entre elles au cri de « Mort à l'Amérique et à Israël ! ».

Puis, ce qui a commencé comme une expression du rejet des Etats-Unis s'est étendu à des représentations politiques et commerciales d'autres pays impérialistes. Au Soudan, une foule a attaqué les ambassades de France et d'Allemagne. En Iran, des centaines de personnes ont protesté contre l'ambassade qui répond à Paris.

L'extrême droite jette de l'huile sur le feu

Partout dans le monde, l'extrême droite a profité de la situation pour attiser le feu, en particulier celle liée à l'intégrisme catholique. Elle le fait, non seulement par ses convictions profondément réactionnaires, mais aussi pour se différencier des autres expressions politiques bourgeoises.

Aux Etats-Unis, où le président Obama est obligé de faire preuve de prudence, son principal adversaire dans la course à la Présidence, le républicain Mitt Romney, a proféré toutes sortes de commentaires, le jour de la mort de l'ambassadeur étasunien en Libye, accusant Obama de se soucier davantage de ne pas offenser l'islam que de défendre les « valeurs américaines », telles que la liberté d'expression.

En fait, c'est sous le couvert de la « liberté d'expression » que se profèrent les principales provocations et insultes envers les peuples arabes, toutes avec une connotation xénophobe évidente et une intention de criminaliser ces peuples. Marine Le Pen, dirigeante du Front national français (d'extrême droite), a revendiqué l'interdiction d'utiliser en public le voile, la kippa, et en général « tous les signes religieux », sans toutefois mentionner, bien sûr, les symboles catholiques, cette religion étant acceptée et promue principalement par l'impérialisme.

A New York, il eut un autre cas choquant. Un juge a autorisé que dix

annonces, qui assimilent les musulmans à des sauvages, soient exhibées dans les stations de métro. Sur l'annonce, parrainée par des militants des groupes « Stop à l'islamisation en Amérique » et « Défense de la liberté américaine », figure : « Dans toute guerre entre l'homme civilisé et le sauvage, soutenez le civilisé. Soutenez Israël. Battez le Jihad ».

Quelle est la nature de la contestation ?

De toute évidence, cette vague impressionnante de manifestations radicales simultanées, pointées sur une cible commune, les ambassades et les symboles des Etats-Unis, ne s'explique pas uniquement par l'indignation compréhensible, causée dans les masses musulmanes par ce film grossier.

Il n'y a pas de doute que cette série de provocations dût nécessairement provoquer une énorme indignation chez les adeptes du Coran dont les théologiens les plus importants considèrent comme un sacrilège mortel le seul fait de peindre Allah et Mahomet, ou de les représenter d'une façon quelconque. Dans le monde chrétien, des provocations similaires contre Jésus-Christ ou contre le Pape donneraient certainement lieu à des sentiments pareils. Nous pensons cependant que l'aspect religieux, dont nous ne minimisons aucunement l'importance, n'est pas la raison fondamentale.

L'élément purement religieux n'est pas le facteur déterminant à la base des manifestations et des protestations radicalisées. Cela peut avoir été l'élément déclencheur, mais la principale explication de cette explosion de colère populaire se trouve, en général, dans l'exploitation et l'oppression, historiquement

imposées par l'impérialisme dans toute la région, et plus particulièrement, dans le rejet de l'offensive idéologique de l'impérialisme – une offensive encore renforcée après le 11 septembre 2001 –, qui vise à établir l'idée que « tous les Arabes sont des terroristes ».

Les masses arabes ont interprété les provocations, non seulement comme une insulte à leurs croyances religieuses, mais aussi comme une offense contre leurs peuples et leur culture.

Les classes exploitées de cette région ont une conscience importante du pillage systématique de leurs richesses par les multinationales et les banques des pays impérialistes, à commencer par celles des Etats-Unis et de l'UE. Ce pillage fait partie d'une histoire politique colonialiste des grandes puissances économiques, accentuée encore ces dernières années avec les invasions et les occupations militaires en Afghanistan et en Irak pour piller les réserves de pétrole, ce à quoi il faut ajouter tous les effets catastrophiques provoqués par la crise mondiale du capitalisme dans les économies de la région.

La haine anti-impérialiste, ressentie à juste titre par les masses arabes, n'y est donc pas pour rien. Ce sentiment de répulsion s'étend à l'Etat nazi-sioniste d'Israël, du fait qu'il s'agit d'une enclave militaire et politique de l'impérialisme dans la région, un Etat génocidaire avec une histoire de plusieurs décennies d'agressions militaires et d'usurpation des territoires des peuples de la région, principalement du peuple palestinien.

La réaction et la politique de l'impérialisme

L'administration Obama a pris ses distances avec la vidéo controversée,



à travers plusieurs déclarations, au point de payer de l'espace publicitaire dans sept chaînes de télévision pakistanaïses.

Mais Obama a averti en même temps « qu'aucun acte de terrorisme ne restera impuni » et il a réaffirmé ensuite : « Nous allons affronter de nombreux défis, mais nous continuerons à défendre nos valeurs, ici et à l'étranger. C'est ce que font nos troupes, nos diplomates et nos concitoyens ». Il a ordonné le déploiement de deux navires de guerre et d'un groupe de 200 soldats d'élite de la Marine en Libye. Washington a également envoyé une force d'infanterie de la Marine pour renforcer la protection de ses diplomates au Yémen.

Une autre mesure d'urgence prise par le gouvernement étasunien fut l'évacuation de tout le personnel diplomatique « non essentiel » des ambassades de la Tunisie et du Soudan. Le gouvernement Hollande fit de même : après avoir interdit toute manifestation d'islamistes en France, il a décidé de fermer les ambassades, les écoles et les centres culturels français dans 20 pays musulmans. L'Allemagne et d'autres pays européens lui emboîtèrent le pas.

Politiquement, les Etats-Unis ont essayé de réaffirmer leur pose cynique d'« alliés » des révolutions arabes en cours. Obama tente de s'appuyer sur ce qu'il a été en mesure de capitaliser de sa politique de se repositionner face

aux processus révolutionnaires tels que ceux de l'Egypte, de la Libye et de la Syrie. Cette politique est passée d'un soutien sans faille aux dictateurs à la promotion de l'expulsion de ceux-ci

« Nous allons affronter de nombreux défis, mais nous continuerons à défendre nos valeurs, ici et à l'étranger. C'est ce que font nos troupes, nos diplomates et nos concitoyens »

Obama

quand leur maintien devenait un élément de déstabilisation plutôt que de stabilisation de la situation politique. Mais tous ces réalignements et repositionnements tactiques n'ont pas effacé de la conscience des masses l'ensemble de l'oppression et des crimes, passés et actuels, de l'impérialisme dans la région.

Dans ce cadre politique, Hillary Clinton, la secrétaire d'Etat étasunienne, a exhorté dans un discours les peuples arabes de ne pas échanger « la tyrannie d'un dictateur contre la tyrannie de la foule ». Clinton exprime clairement l'intérêt de l'impérialisme pour que ces révolutions s'arrêtent avec le renversement de dictateurs et n'avancent pas dans des mesures anticapitalistes et anti-impérialistes.

En ce sens, Clinton a commencé à faire pression sur les gouvernements issus des révolutions en cours dans la région, en exhortant « les dirigeants responsables de ces pays, de faire tout le possible pour rétablir la sécurité et traduire en justice ceux qui sont derrière de ces actes de violence ». Face à la pression de l'impérialisme, tous les gouvernements ou directions bourgeois, à commencer par ceux de l'Egypte, de la Libye et de la Tunisie, ont réagi avec le doigt sur la couture du pantalon, pour se mettre au service de la « pacification » des émeutes.

Ce que montrent les protestations

La première chose qui saute à l'œil avec la vague d'explosions anti-impérialistes, c'est que le processus révolutionnaire en Afrique du Nord et au Moyen-Orient est toujours en cours, avec des hauts et des bas, avec des inégalités en termes de profondeur et de rythmes politico-militaires, tout au long de la région. Cela confirme, une fois de plus, le caractère international de ce processus, contre ceux qui cherchent à séparer les processus et les analysent de manière fragmentée, et non comme des particularités d'un ensemble.

Prenons quelques cas significatifs. Nous pouvons voir que, dans des pays comme la Tunisie ou le Yémen, où l'impérialisme et les directions bourgeois du processus révolutionnaire avaient pris des mesures importantes pour stabiliser la situation politique, la réalité est encore loin de cet objectif.

Le cas de la Libye est un exemple plus éloquent encore du fait que ni l'impérialisme, ni les bourgeoisies arabes ne peuvent se reposer sur leurs lauriers. Cela fait presque un an que, dans ce pays, une révolution populaire a renversé et détruit le régime de Kadhafi. L'ancienne CNT et l'impérialisme ont réussi à incorporer des éléments



Les protestations réprimées en France

de la milice dans leurs plans de reconstruction de l'armée et de l'Etat bourgeois, qui avaient été détruits par la révolution. D'autre part, ils ont réussi à dévier partiellement le processus vers les élections législatives de juin et l'investiture d'un nouveau parlement et d'un Premier ministre. Mais c'est un fait qu'il existe encore des centaines de milices populaires armées dans le pays. C'est une de ces milices qui fut protagoniste de l'attaque contre l'ambassade étasunienne et qui a assassiné l'ambassadeur Stevens.

La vague d'attentats contre les ambassades des Etats-Unis a également mis en évidence la nature essentiellement contre-révolutionnaire des directions bourgeoises et pro-impérialistes qui, en raison de la crise de direction du prolétariat, ont dirigé jusqu'à maintenant les processus révolutionnaires contre les dictatures dans la région. Toutes ces directions, à commencer par les Frères musulmans et les gouvernements de la Libye, du Yémen et de la Tunisie, se sont empressées de « présenter des excuses » à leurs maîtres impérialistes pour les attaques et les manifestations, et elles ont rivalisé pour être le premier à « assurer la sécurité » des propriétés et des ambassades des Etats-Unis dans leurs pays, ce qui ne signifie rien d'autre que la démobilisation ou la répression des manifestations populaires. En ce sens, il est nécessaire de construire, à la chaleur de ces luttes et d'autres à venir, une direction politique révolutionnaire et internationaliste qui conduit chaque confrontation dans le cadre d'un programme consciemment anti-impérialiste et anticapitaliste, c'est-à-dire socialiste.

En Egypte, le cas des Frères musulmans illustre cette situation. Après une première condamnation de la vidéo et un appel, de la part de la Fraternité, à des manifestations contre l'« insulte à l'islam », Morsi a fait marche arrière, suite à une sévère mise en garde d'Obama contre toute attitude ambiguë. Le président étasunien a donné un ultimatum à Morsi pour l'arrêt des protestations et il a déclaré que l'Egypte « n'est ni un allié ni un ennemi ». Puis, quand Morsi a rempli sa tâche, Obama lui a envoyé une lettre exprimant sa « gratitude » pour avoir

« protégé » l'ambassade étasunienne de l'action des masses.

Morsi et les Frères musulmans essayent de ne pas perdre leur base musulmane, qui a évincé Moubarak et qui exprime une colère énorme contre l'impérialisme, mais le fait est qu'ils font tout pour gagner la confiance de l'impérialisme, ainsi que des organismes, tels que le FMI et la Banque mondiale, qui ont promis un tas de prêts.

Ces explosions populaires sont très progressistes, car elles mettent en question des institutions et des symboles de l'oppression et l'exploitation colonialistes, aujourd'hui menées sous le drapeau des Etats-Unis. Elles sont un produit de l'ensemble du processus révolutionnaire et elles stimulent celui-ci en même temps, étant donné qu'elles contrecarrent la politique de l'impérialisme étasunien et de son enclave militaire, Israël, dans toute la région. Toute la politique actuelle, de pacte de l'impérialisme avec les directions politiques bourgeoises du monde arabe, vise à maintenir l'essentiel de la politique historique de pillage. Cela se manifeste, par exemple, en Egypte, dans l'intérêt suprême de maintenir le traité de paix avec Israël et le soutien financier à l'armée du pays. Ces luttes remettent en question les représentations politiques de l'impérialisme et elles vont donc à l'encontre, quoique d'une façon plutôt inconsciente, de tout cet ordre des choses.

Qui plus est, elles montrent mieux la nécessité et elles améliorent les possibilités, pour les masses arabes, de faire l'expérience politique indispensable pour dépasser ces directions politiques bourgeoises, telles que les

Frères musulmans, le gouvernement libyen ou le Conseil national syrien et les dirigeants de l'Armée syrienne libre. Qu'elles soient religieuses ou non, elles agissent comme un frein sur le processus révolutionnaire en cours.

La réalité montre que la moindre étincelle peut enflammer des incendies plus ou moins importants. Il en est ainsi parce que les problèmes structurels qui ont déclenché la vague de révolutions dans la région n'ont pas été résolus, loin de là. Il faut toutefois aller au-delà des protestations spontanées, et même au-delà du renversement des dictatures, une étape clé, mais une étape partielle. Il faut défendre un programme et une politique qui exigent des nouveaux gouvernements ou directions la rupture de tous les traités qui lient ces pays à l'impérialisme, ainsi que l'expropriation de toutes les entreprises impérialistes. Car il n'y a pas de solution aux problèmes structurels sans expulser l'impérialisme de la région et exproprier les bourgeoisies nationales, un préalable pour la construction du socialisme dans tout le monde arabe.

Le processus révolutionnaire a mis d'emblée à l'ordre du jour le défi central de l'approfondissement de la lutte des masses, jusqu'à la prise du pouvoir par les classes ouvrières et exploitées, en formant des gouvernements des organisations des travailleurs et populaires, sans patrons et sans l'impérialisme et ses agents.

Secrétariat International de la LIT-QI
25 septembre 2012



Portugal

Des centaines de milliers de gens sont descendus dans la rue pour mettre en échec le gouvernement et la troïka.

Ce 14 septembre, le Portugal a vécu une des plus grandes manifestations de son histoire, contre les plans de la troïka qui mènent le pays à la catastrophe sociale.

Voici un compte-rendu, publié quelques jours plus tard par le MAS, la section portugaise de la LIT-QI



Il n'y a pas de doute : dans la plus grande manifestation depuis le 1er mai 1974, les gens ont fait savoir qu'ils n'en veulent plus de la troïka, ni du gouvernement de Pedro Passos Coelho, pour diriger les destins du pays. « *Dehors, dehors, dehors d'ici, la faim, la misère et le FMI* » ; « *Il est temps, il est temps, que le gouvernement dégage* » ; « *Troika no, troika no, Troika no* » ; « *Voleurs* » ; « *Portugal* » ; voilà quelques slogans, ainsi que des appels à l'unité de la gauche, lancés dans 40 villes du pays par des centaines de milliers de personnes, des jeunes et des retraités, des salariés, des chômeurs, des étudiants et des petits entrepreneurs, des familles entières. Beaucoup de gens ont dit que c'était la première fois qu'ils participaient à une manifestation.

« C'était l'enterrement le plus animé que je n'ai jamais vu », ironisa un jeune lors de la manifestation à Lisbonne, se référant au gouvernement « défunt » de Passos Coelho. A Lisbonne, il y avait encore plus de gens dans la rue que lors de la manifestation de la « *Geração à Rasca* » (la génération précaire), du 12 mars 2011, quand il était clair que le gouvernement de José Sócrates (PS) était déjà sur la sellette. A Porto, la manifestation a rassemblé plus de 10 000 personnes (Jornal de Notícias), à Braga, environ 5 000 (Diário de Notícias), à Coimbra, environ 20 000 (selon la police), à Viseu, environ 1000, à Setúbal, environ 4 000. Dans toutes les villes, de nombreuses pancartes disaient : « *Passos, émigre !* », « *Passos, au chômage !* » ; ou encore : « *Coelho, à ton*

terrier », faisant allusion à son nom qui signifie *lapin*.

A Lisbonne, la manifestation a parcouru plusieurs avenues, depuis le point de départ sur la place José Fontana jusqu'à la Place d'Espagne, où les organisateurs ont proposé la réalisation d'une grève générale populaire – dans laquelle l'ensemble du pays serait à l'arrêt et non seulement les travailleurs avec contrat de travail –, ainsi qu'une concentration, le vendredi 21 septembre à 18 h, devant le Palais de Belém, la résidence du Président de la République, Cavaco Silva, qui devait s'y réunir avec le Conseil d'Etat. Mais la manifestation ne s'est pas terminée sur la Place d'Espagne.

Spontanément, des dizaines de milliers de manifestants sont allés à l'Assemblée de la République pour continuer la protestation.

Cette manifestation grandiose a montré catégoriquement que le peuple est à bout de sa patience et qu'une nouvelle situation politique s'est ouverte dans le pays. Il faut maintenant canaliser cette colère et cette volonté de lutte pour organiser les gens dans les lieux de travail et les quartiers ; il faut faire une grève générale dure, qui met le pays à l'arrêt, ainsi que de nouvelles manifestations dans la rue, jusqu'à la suppression des mesures d'austérité et l'expulsion du gouvernement et de la troïka.

Espagne

Le peuple contre le régime des banques et des capitalistes

Le 25 septembre dernier, à Madrid, les bastions de la « transition postfranquiste », les « défenseurs de l'Etat de droit » – c'est-à-dire du PSOE, du PP et des franquistes – qui remplissent les pages des quotidiens *El País* et *El Mundo*, ont défendu « le Parlement » contre le peuple. Ils mettent en avant la soit-disant « démocratie », celle des coupes budgétaires contre le peuple et pour les banques, celle des riches contre les travailleurs. Voici un commentaire publié le jour même par Corriente Roja, la section espagnole de la LIT-QI. Vous trouverez un compte-rendu de la manifestation du 26 septembre, à laquelle il est fait référence dans cet article, également rédigé par Corriente Roja, sur notre site, www.lct-cwb.be.

Les gens sont allés encercler le Parlement qui, il est vrai, ne nous représente pas, car si c'était le cas, il défendrait le peuple contre Rajoy, la Troïka et les banques, et non l'inverse, comme il est en train de le faire.

Ce 25 septembre a été marqué par la répression policière dès la matinée. La police a arrêté les autocars en provenance de différentes zones du pays pour enregistrer et identifier les passagers. Dans l'après-midi, les gens sont arrivés au point de rassemblement pour entourer le Parlement afin de dire « ça suffit ». A partir de la Place d'Espagne et d'Atocha, des milliers de personnes ont convergé vers le Parlement, derrière une banderole qui disait : « Qu'ils s'en aillent tous », alors que la zone était déjà occupée par la police. Les charges policières ne se sont pas faites attendre. Cela commença à 19 h. La police s'est mise à frapper et à réprimer pour empêcher les manifestants de se rapprocher des barrières. Mais les gens ont tenu bon et ont supporté courageusement la charge. La police ne parvenait pas à disperser la manifestation. Tous restaient dans la rue : blessés, tabassés, arrêtés, mais criant « gouvernement : démission ». Entre-temps, la plupart des députés – les « représentants de la démocratie » – restaient tranquillement assis sur leurs sièges.

Ces défenseurs de l'Etat de droit ne cessent de répéter que la démocratie, c'est charger contre le peuple pour défendre un Parlement et un gouvernement qui expulsent les gens de leur maison, qui

licencient les travailleurs, qui détruisent l'éducation et la santé publique, qui escroquent le peuple et le condamnent à la faim pour payer une « dette » aux banques, une dette qui n'est pas celle des travailleurs. Bien au contraire, ce qu'ils sont en train de faire, c'est piller les travailleurs pour sauver les banques.

María Dolores de Cospedal, la secrétaire générale du PP, a osé comparer les manifestants aux fascistes du putsch du 23 février 1981. Mais ce gouvernement est bien plus anti-démocratique encore, de même que ce Parlement, qui vote des mesures contre la volonté des 99 % de la population, en défense des 1 % de riches.

Pour une grève générale, jusqu'à ce qu'ils s'en aillent tous !

Il faut appeler à une grève générale, jusqu'à les mettre tous à la porte. Le 26

septembre, le syndicalisme alternatif et les mouvements sociaux appellent à une journée de lutte, avec des grèves et des arrêts de travail là où c'est possible, pour exiger : A bas Rajoy et la Troïka, Non au paiement de la dette, Á bas la réforme du travail. Il y aura en même temps une grève générale dans le Pays Basque, et les travailleurs des autobus de Saragosse feront grève également. Nous devons tous descendre dans la rue. Nous allons dénoncer toute la répression et la criminalisation des mouvements sociaux. Nous allons unifier la lutte des travailleurs et des mouvements sociaux pour en finir avec Rajoy et la Troïka, vaincre l'Europe du capital, rompre avec l'Euro et construire une Europe des travailleurs et des peuples.



« Qu'ils s'en aillent tous ! »



Contre l'austérité, pour l'éducation et les services publics...

Lors de la rentrée académique de l'ULB le 21 septembre dernier, le recteur Didier Vivier, connu pour avoir supprimé plus d'un tiers des cours de sa faculté en tant que doyen de Philo et Lettres, recevait le maître d'œuvre de l'austérité en Belgique, le Premier ministre « socialiste » Elio Di Rupo, comme invité d'honneur. Ce dernier était accompagné du ministre Marcourt, qui applique les plans d'attaques contre l'éducation publique et approfondit le Processus de Bologne et la privatisation des universités.

Un « comité d'accueil » d'étudiants, réunissant divers cercles politiques du campus, a voulu montrer son opposition à cette présence et lire une déclaration commune. Le recteur Vivier a immédiatement empêché les étudiants

de parler, revendiquant le libre examen (sic !) et suscitant des applaudissements qui n'avaient pour but que de les faire taire.

Manifestement, l'ULB est loin d'être une université « Libre » : elle est non démocratique et la liberté d'expression y est systématiquement bafouée, comme encore lors des pressions contre la reconnaissance du cercle BDS. L'université n'est pas non plus indépendante : elle se lie chaque fois plus au gouvernement, à ses plans d'austérité et aux entreprises qui en profitent, via notamment le partenariat avec Solvay ou la privatisation des logements étudiants.

Seule la résistance des étudiants et de la jeunesse peut répondre à cette situation, en ce moment où la crise ne fait

que s'aggraver en Europe, dessinant un futur bien sombre à notre génération. Nous devons d'abord combattre sur nos campus les attaques contre l'éducation publique : la privatisation des logements, les auditoriums bondés, le manque de personnel d'encadrement, etc. Nous devons aussi nous opposer aux plans d'austérité et à la destruction systématique des droits sociaux liés à l'État providence ; défendre les services publics aux côtés des autres secteurs en lutte, comme les cheminots. Nous devons faire face tous ensemble à la crise, afin de construire le rapport de force national et international qui nous permettra d'imposer une issue alternative à la crise, qui rompe vraiment avec le cycle destructeur du capital.

...construire une alternative d'organisation et de mobilisation étudiante !

Pour prendre pleinement part à la lutte, les étudiants, qu'ils soient indépendants ou proches d'organisations politiques, qu'ils étudient à l'université, en Hautes-Ecoles ou ailleurs, doivent pouvoir s'organiser et se mobiliser, comme secteur social spécifique, comme travailleurs en formation, dans une structure syndicale commune permettant de mener la lutte collective.

Depuis presque deux ans se construit une alternative syndicale étudiante de classe, démocratique et indépendante : les Etudiants-FGTB. Nous pensons que construire ensemble cette alternative, c'est donner une réponse concrète au besoin d'auto-organisation du

mouvement étudiant face à la politique de la FEF de conciliation et d'adaptation des revendications aux exigences des rectorats et des gouvernements successifs.

Construire les Etudiants-FGTB, c'est ouvrir un espace de travail et de lutte sur ce qui touche directement les étudiants, aussi bien d'un point de vue économique (logement, minerval, conditions de travail, etc.) que social (machisme, racisme, etc.) ; c'est aussi contribuer à ce que les secteurs de jeunes rejoignent organiquement les luttes des travailleurs au-delà des campus, comme cela fut le cas lors de l'action de soutien aux travailleurs

d'Arcelor-Mittal ou lors de la participation au piquet de grève des cheminots le 3 octobre.

Enfin, construire les Etudiants-FGTB, c'est forger l'outil qui permettra au mouvement étudiant de peser de tout son poids dans la lutte contre l'austérité que nous imposent le patronat, les banquiers et les gouvernements européens.



« Nous ne sommes pas de la chaire à patron ! »

Abonnez-vous !

Par son auto-financement, notre journal **Presse Internationale** est 100% indépendant. Il se vend de main à main mais, pour le soutenir, vous pouvez aussi vous y abonner (en Belgique), au prix de

20 EUR pour 10 numéros

• Versez le montant sur le compte
Ligue Communiste des Travailleurs

N° 523-0416096-41

avec mention de votre nom et
« Abonnement PI »

• Communiquez votre adresse postale, soit par e-mail à

lct.cwb@gmail.com

soit par la poste à

J. Talpe

Rue de l'Elan, 73 - Bte 10

1170 Watermael-Boitsfort